

**« Euro-Rolling, les élections européennes
en temps réel » :
note d'étape, semaine du 21 au 25 avril 2014**

Vendredi 25 avril 2014

1. Intentions de vote : le croisement des courbes entre l'UMP et le FN.

- A un mois du scrutin, le rapport de forces électoral mesuré dans le cadre de l'Euro-Rolling continue de révéler une incertitude forte sur l'ordre d'arrivée, s'agissant notamment du parti qui terminera en tête le soir du 25 mai. En effet, les listes de l'UMP et celles du FN enregistrent des intentions de vote dont l'écart (entre 0,5 et 1 point selon les vagues) se situe dans la marge d'erreur. Mesurée à 23,5% en fin de semaine, l'UMP arrive toutefois désormais en première position, gagnant 1 point sur l'ensemble de la semaine, tandis que le Front National pointe désormais à la deuxième place, ayant reflué de 0,5 point. Les scores mesurés pour le Parti Socialiste, toujours troisième, semblent se stabiliser (19,5% en fin de semaine) après une érosion continue depuis le lancement de l'Euro-Rolling.
- Le croisement des courbes opéré entre l'UMP et le FN s'explique avant tout par un différentiel de participation en faveur du parti de Jean-François Copé. Il apparaît en effet que les électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012 restent plus mobilisés que la moyenne de l'électorat (50% d'entre eux indiquent leur volonté de participer aux élections européennes ce vendredi 25 avril, contre 38% sur l'ensemble des Français), alors que ceux de Marine Le Pen figurent désormais parmi les plus abstentionnistes (37% seulement d'intention de participer, contre plus de 40% la semaine dernière). En revanche, on ne relève aucune évolution dans les transferts de voix entre les deux partis, l'UMP ne récupérant toujours qu'une part négligeable de l'électorat frontiste.
- Derrière le trio de tête, l'Alternative, constituée de l'UDI et du Modem, se maintient à 10% des intentions de vote, dans une remarquable stabilité depuis la semaine dernière. Ce niveau lui permet de devancer les listes Europe Ecologie les Verts qui ont au global sur la semaine progressé de 0,5 point (8,5% ce vendredi). Les listes Front de Gauche se situent à un niveau presque équivalent (8%), ne connaissant aucune évolution significative depuis le début de l'Euro-Rolling. Cette forte proximité des scores enregistrés par ces trois « challengers » des grands partis traduit là aussi une incertitude élevée sur leur ordre d'arrivée le 25 mai.

- La mesure du rapport de force électoral s'avère d'autant plus incertaine que la sûreté du choix reste relativement basse, signe de ce que d'importantes fluctuations dans les intentions de vote ne sont pas à exclure dans le mois de campagne restant. En effet, au total, 38% des électeurs interrogés déclarent pouvoir encore changer d'avis d'ici le scrutin, soit un niveau équivalent à celui mesuré la semaine dernière. L'électorat frontiste apparaît toujours comme le plus consolidé (77% des personnes exprimant une intention de vote pour la formation de Marine Le Pen se disent sûres de leur choix), devant ceux de l'UMP (69%) et du Parti socialiste (66%). Les formations centristes ou écologistes affichent un taux de sûreté du choix inférieur.

2. Une abstention forte pour une élection qui intéresse peu l'électorat

- Au-delà des possibles transferts de voix entre les différentes listes, c'est aussi la capacité relative de chaque formation politique à mobiliser son électorat potentiel qui jouera sur le rapport de forces global. Etant donné l'étroitesse du corps électoral potentiel (la participation, en recul sur la semaine, est mesurée à ce stade à 38%, soit deux points de moins que celle du dernier scrutin européen en 2009), les évolutions de l'intention de participer par électorat, même minimales, ont une influence forte sur les scores relevés ; elles expliquent d'ailleurs pour le moment, davantage que les transferts de voix d'un camp à un autre, l'essentiel des fluctuations mesurées dans le cadre de l'Euro-Rolling.
- Une des clés d'explication de cette forte abstention tient sans doute au faible intérêt des Français pour la campagne électorale : la proportion d'électeurs se disant intéressés par les élections européennes (50%) ne progresse pas par rapport à la semaine dernière. Au contraire, elle tend plutôt à s'estomper (-1 point en l'espace d'une semaine), tout comme la proportion de personnes ayant l'intention d'aller voter (-2 points durant la même période).

Dans le détail des résultats, on observe que ce désintérêt pour la campagne ne se limite pas qu'aux catégories traditionnellement les plus abstentionnistes comme les jeunes, les catégories populaires ou les urbains. En effet, ce désintérêt, qui touche la majorité des personnes âgées de moins de 50 ans (60%), concerne aussi des catégories généralement assez civiques comme les ruraux (53%), les salariés du secteur public (61%) ou les professions intermédiaires (59%).

Enfin, d'un point de vue politique, ce manque d'intérêt pour la campagne émane surtout des personnes ne se sentant proches d'aucune formation politique (71%) et dans une moindre mesure, des rangs de celles ayant voté en 2012 pour des candidats plutôt eurosceptiques comme Jean-Luc Mélenchon (54%) ou Marine Le Pen (50%).

3. Un vote qui s'annonce avant tout dicté par des « enjeux nationaux » et notamment l'envie de sanctionner le gouvernement

- La majorité des électeurs ayant l'intention d'aller voter le 25 mai (59%) expliquent que leur vote se fera en fonction d'enjeux nationaux : à peine 41% (+ 1 point) d'entre eux affirmant qu'ils se prononceront avant tout sur des enjeux européens.

En analysant plus finement les résultats, on remarque que cette « nationalisation » des enjeux du scrutin est particulièrement élevée dans les catégories les moins aisées (67% chez les ouvriers contre 50% chez les cadres) et les moins diplômées de la population (72% chez les sans diplôme contre 43% des diplômés d'un second cycle de l'enseignement supérieur) mais aussi dans les pans de l'électorat les plus hostiles au fonctionnement actuel des institutions européennes, à savoir les sympathisants du Front de Gauche (60%) et du Front national (75%).

- La place du « vote sanction » à l'égard du Gouvernement est d'ailleurs toujours aussi forte dans les rangs des personnes ayant l'intention d'aller voter : plus d'une sur trois (36%) expliquent qu'elles voteront pour sanctionner la politique du Président de la République et de son gouvernement, soit une proportion trois fois plus forte que le nombre d'électeurs souhaitant exprimer leur soutien à l'exécutif (12%).

A noter qu'en l'espace d'une semaine, cette dernière motivation enregistre une baisse significative (-3 points), principalement dans les rangs des électeurs socialistes où la proportion de personnes souhaitant exprimer leur soutien à l'exécutif est désormais minoritaire (45%, contre 57% la semaine dernière). A l'inverse, le nombre d'électeurs qui chercheront à sanctionner François Hollande (36% en moyenne) augmente de manière significative chez les sympathisants du Front de Gauche (+ 12 points, à 35%).

4. Une volonté forte d'afficher son mécontentement sur la façon dont est dirigée l'Union européenne

- Le nombre d'électeurs ayant l'intention d'aller voter pour exprimer leur désaccord sur fonctionnement actuel des institutions européennes est de plus en plus élevé : 55%, soit une hausse de 3 points en une semaine. A contrario, la proportion de personnes souhaitant exprimer leur accord sur la manière dont est dirigée l'UE est en forte baisse (- 5 points, à 10%), le nombre d'électeurs n'ayant pas l'intention de s'exprimer sur ce sujet étant, lui, relativement stable (à 33%).

A noter que ce « vote sanction » contre l'Union européenne touche avant tout les personnes âgées de 50 ans et plus (58%), les catégories populaires (61% des ouvriers) et les électeurs situés aux deux extrêmes sur l'échiquier politique (79% des sympathisants du Front de Gauche, 79% des sympathisants du FN). Toutefois, il est intéressant de noter qu'il est aussi majoritaire chez les sympathisants UMP (51%) et assez élevé chez les proches du PS (38%).